

## **Contribution d'Aurélien Valeau (MJCF 92) : ne redevient-il pas plus pertinent de privilégier la défense de la souveraineté nationale ?**

**Note:** début Décembre, plusieurs textes avaient été transmis aux militants pour la préparation du Congrès: des résolutions du précédent congrès, des textes définissant des pistes de réflexions, des états des lieux, avec des thématiques comme « le rapport des jeunes à l'engagement », « l'emploi et la formation », « savoirs et éducation », « Europe », « Monde »...

### **Contribution d'Aurélien Valeau (MJCF 92) pour la préparation du Congrès du MJCF d'Avril 2010.**

**Cette contribution n'engage que moi. Elle réagit à ou prolonge plusieurs points évoqués dans les textes diffusés pour la préparation du congrès, suit au CN du 28 Novembre 2009.**

**De ce fait, elle se répartit sur quatre points, et non en un seul texte linéaire.**

## **Europe**

Le débat sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la construction européenne semble apparemment réglé au PCF depuis plusieurs années. **Le ralliement à un gouvernement pro-européen (celui de la gauche plurielle), la liste « Bouge l'Europe », puis l'adhésion au Parti de la Gauche Européenne** avaient apparemment entériné le parti-pris de « ***l'Europe sociale*** ». La victoire du **Non** au Traité de Rome, et le rôle particulièrement actif de ***l'Humanité*** dans le décryptage du texte du Traité avaient pu sembler confirmer cette stratégie.

En réalité, **l'opposition au principe même de la construction européenne existe toujours dans le Parti, et il n'y a pas de raison que ce débat n'existe pas au sein du MJCF.**

Une partie des **camarades rejette la construction européenne puisqu'elle est, depuis ses débuts, réalisée dans l'intérêt du capitalisme européen.** C'est notamment la thèse que défendent trois camarades dans « ***L'idéologie européenne*** » (éditions Aden, 2008). **La Communauté européenne a toujours été un projet antisocialiste**, à la fois contre le bloc de l'Est, mais aussi pour contourner les scènes politiques nationales où l'opposition communiste était forte (en France et en Italie).

**Cette tendance à la confirmation du capitalisme comme système indépassable ne s'étant jamais démentie depuis, jusqu'au Traité de Rome, a forgé la certitude d'une partie des camarades que toute tentative de changer le sens de la construction européenne ne pourrait être que vaine.** Dans la « ***gauche antilibérale*** » comme dans le **Front de Gauche**, fut martelée l'idée que l'on pourrait « ***changer d'Europe*** » en construisant « ***l'Europe des peuples*** ».

Les mêmes peuples qui élisent des majorités de droite ou sociales-centristes, que ce soit en Italie, en Espagne, en Allemagne, ou en France !

Il n'y a pas de peuple « *de droite* » ou « *de gauche* ». Mais le fait est que l'affrontement de classe et idéologique ne suit pas le même cours ni la même vitesse d'un pays à l'autre. La décennie 2000-2009 a vu une domination générale de la droite et du centre. On aurait pu croire qu'il en serait autrement à partir du déclenchement de la crise en 2008. Mais les élections européennes de 2009, du moins là où la participation a été significative, ont vu la droite arriver en tête. Même si elle n'est que (très) relativement majoritaire en France, l'opposition s'est vue partagée entre un PS en demi-effondrement et la poussée d'une formation écologiste que rien ne situe réellement à gauche.

Le fait est donc que la droite domine en Europe, que la crise n'y a pas changé grand-chose, et que dans plusieurs pays, **les forces qui remettent en cause le capitalisme en tant que tel sont très faibles (cas du Royaume-Uni, où les forces socialistes – communistes sont très marginales, ou de l'Allemagne, où le PDS a abandonné le socialisme et s'est intégré dans le parti social-démocrate Die Linke).**

Dans ces conditions, être pour « *l'Europe* » (au sens du fédéralisme européen), tout en prétendant défendre les idées du communisme, c'est demander à passer d'une lutte difficile (la lutte pour le communisme en France) à une lutte TRES difficile, voire inenvisageable pour des décennies, qu'est celle du communisme en Europe.

Au-delà de ces constats, remarquons que **le PCF comme le MJCF n'ont jamais clairement dénoncé les mythes fondateurs de la construction européenne.**

Comme le mythe selon lequel, depuis la création de la CECA en 1951, la construction fédérale européenne aurait créé, ou même simplement renforcé, la paix entre états européens, en premier lieu la France et la République fédérale allemande. Or rien ne le prouve. La paix franco-allemande vient tout simplement de la ruine des deux nations en 1945, de leur impossibilité de prétendre à la domination de l'Europe face aux deux superpuissances d'après-guerre (USA et URSS), à la présence de forces américaines en Allemagne (et en France jusqu'en 1966) et à la nécessité de coopérer dans le cadre de l'alliance atlantique. Le libre-échange existant entre les états de la Communauté Européenne (qui ne supposait nullement la marche vers une structure fédérale) ne peut même pas être crédité d'avoir cimenté la paix, pas plus que la montée du commerce international à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle n'avait empêché la Première Guerre Mondiale.

La construction européenne n'est pas davantage responsable de l'existence de la démocratie (entendue dans les limites du système capitaliste) sur le continent européen, les états membres de la CEE comme de l'UE étant déjà démocratiques avant leur intégration. Ni le bloc de l'Est, ni les dictatures grecque, espagnole ou portugaise ne sont tombés du fait de la Communauté Européenne.

Des exemples de coopérations interétatiques (dont Airbus est un exemple, et non une création du fédéralisme européen), d'échanges d'étudiants entre continents, d'échanges commerciaux dans d'autres zones de libre-échange que l'Union Européenne, nous rappellent que le fédéralisme n'est nullement une nécessité.

En raison de l'inégale progression de la lutte pour le communisme entre les différents pays du continent européen, et de la quasi-impossibilité que la victoire du communisme se fasse d'emblée au niveau européen, **ne redevient-il pas plus pertinent de privilégier la défense de la souveraineté nationale ? Seul un pays indépendant peut créer le socialisme.** Pas un pays que plusieurs traités internationaux obligent à reconnaître la propriété privée et l'économie de marché, fut-elle « *sociale* » comme des faits irrévocables.

Aussi, le congrès d'Avril 2010 pourrait être l'occasion de relancer un débat nécessaire sur la construction européenne, dans son principe même, et pas seulement sur son « orientation ».

## **Marxisme & expériences se réclamant du socialisme**

**Un certain nombre de camarades demandent le retour du PCF à des fondamentaux marxistes.** Il peut s'agir tant de camarades de l'association *La Riposte* (auteure du texte n°2 lors du 34<sup>ème</sup> congrès du PCF) que du réseau « *Faire vivre et renforcer le PCF* » (issu du texte n°3) ou de camarades qui refusent toute affiliation autre que celle du Parti.

### **Le débat sur le marxisme ne peut pas se régler d'un trait de plume.**

Les théories économiques qui fondent l'analyse marxiste, par exemple l'analyse des prix avec la théorie de la valeur-travail, ont fait l'objet de réfutations depuis l'époque de Marx lui-même. Cela ne remet pas en cause l'idée que le profit capitaliste repose sur la spoliation du travail, seul créateur de richesse (avec la nature). Mais en revanche, le caractère inéluctable de l'effondrement du capitalisme via la baisse du taux de profit est sujet à débat.

Ce qui est en revanche certain, c'est que l'absence de formation sur le marxisme, le matérialisme dialectique, la notion de lutte des classes, et l'histoire du mouvement ouvrier ont des conséquences fâcheuses. Parmi elles, le fait que **les camarades, au PCF comme au MJCF, se retrouvent dans l'incapacité de défendre l'histoire du Parti et d'expliquer les expériences qui se sont réclamées du socialisme.** Le risque est aussi de ne pas comprendre la nature de classe de l'Etat, et de s'abandonner à la croyance qu'un état généreux et correctement dirigé aiderait à « *dépasser le capitalisme* ». Ou encore, et c'est un risque plus important chez de jeunes camarades, l'absence de connaissance du marxisme peut aboutir à ce que des formes de résistance passablement prémarxistes et archaïques, telles que l'action spontanée sans fondement idéologique et le refus de l'organisation (l'exemple qui vient en premier à l'esprit est l'action des faucheurs d'OGM) apparaissent comme « modernes ».

**Le voyage de solidarité des jeunes communistes à Cuba a également joué un rôle formateur.** Nul ne demande aux camarades une défense inconditionnelle de l'expérience cubaine, mais le voyage a permis de clarifier le contexte de cette révolution et un aperçu concret de la société cubaine, à mille lieues du « *goulag tropical* » décrits par les anticomunistes.

**L'expérience est donc non seulement à reproduire, mais à faire partager.**

## Rapport de la jeunesse à l'engagement

Le texte sur le rapport des jeunes à l'engagement semble déplorer le fait que les jeunes seraient davantage intéressés par un engagement au résultat concret immédiat, que par un engagement politique aux conséquences (très) indirectes sur la vie personnelle de l'adhérent. Le texte propose un exemple (celui d'un tournoi sportif) où des camarades peuvent démontrer, par une action palpable, l'intérêt de l'engagement communiste. C'est un bon exemple, comme celui d'un concert, exemples déjà éprouvés par les camarades, avec des succès variables.

Cependant, il faut garder à l'esprit que le rôle premier d'un militant, c'est l'information. Beaucoup de jeunes sympathisants, militants potentiels ou militants tout court, peuvent avoir l'impression d'être hors du domaine des luttes. Ainsi, des jeunes qui étudient dans des structures d'enseignement réduites, loin des campus et difficilement mobilisables, les jeunes travailleurs en PME ou en société de services à faible syndicalisation et (heureusement pour eux) moins concernés par les plans sociaux que les travailleurs de l'industrie...tels sont des exemples de ces jeunes pour qui les appels à s'impliquer dans les luttes peuvent apparaître abstraits, et difficilement réalisables.

En réalité, tout militant peut avoir une activité politique décisive, qui est l'information. Il ne s'agit pas seulement d'informer les autres (par les habituels et indispensables tracts et collages), mais aussi de s'informer soi-même. Normalement, toutes les fédérations ont leur activité de formation. Mais il faut s'assurer que chaque adhérent, même s'il devait se retrouver, pour des raisons qui lui appartiennent, à remettre sa carte au bout d'un an, ait l'impression d'avoir gagné quelque chose dans sa période d'adhésion.

La carte et la cotisation doivent donc garantir une (in)formation régulière sur les thèmes qui fondent l'engagement et occupent l'activité des communistes, en suivant les principes suivants :

- nécessité d'une forte information factuelle : ne pas seulement transmettre des opinions, mais aussi des faits, vérifiables, aux camarades formés. Et qui dit faits vérifiables dit bibliographie ;
- ...et qui dit bibliographie vérifiable dit références communes. Donc le MJCF pourrait développer le matériel de formation à disposition de tout le mouvement. Cela peut signifier des dossiers électroniques (à l'instar des DVD de formation édités par le Parti), des livres prêtables d'une fédération à l'autre, des films, mais aussi des formations transfédérales (c'est-à-dire conviant plusieurs fédérations, sans être un stage national pour autant).

Pour revenir à l'aspect « rendu concret et immédiat » de l'engagement politique, la formation doit aussi être développée sur un point qui concerne tant les lycéens que les étudiants, et plus encore les jeunes travailleurs : la formation aux droits du travailleur. Des fédérations, par exemple celle des Bouches-du-Rhône, avaient déjà édité des documents d'information à destination des travailleurs saisonniers, les prévenant de leurs droits. Des formations de ce genre, qui peuvent ne pas être réservées aux adhérents, auraient intérêt à se généraliser. Outre l'information sur le droit, elles peuvent comprendre des rappels sur l'actualité récente

en matière de luttes du monde du travail, des exemples de violation des droits des salariés ou sous-traitants.

## **Formation**

Dans le texte consacré à la question de l'emploi et de la formation, est justement pointée la question de l'orientation, qui fait cruellement défaut à un grand nombre de lycéens. Ou encore de la possibilité de passer d'une filière à l'autre, du droit à l'erreur et à la réorientation. Une voie qui n'est pas évoquée dans le document est la promotion des filières doubles. Certains étudiants prennent le risque de s'inscrire dans deux filières en même temps, encourant le risque d'une incompatibilité des horaires ou d'une surcharge de travail. Cette double-formation, si elle est réussie, donne un avantage supplémentaire dans l'accès au travail, mais permet aussi d'allier formation professionnalisante et enrichissement culturel. Des doubles-diplômes, avec enseignements et horaires aménagés ont fait leur apparition (par exemple le cursus droit-langues). Il ne faut pas rejeter l'opinion qui consiste à dire que les études doivent en premier lieu aboutir à un emploi. Cela part souvent du constat que trop de jeunes font des études dans le but d'obtenir une licence et de tenter les concours administratifs, voire de ne pas aborder tout de suite le marché du travail. Ces stratégies qui n'en sont pas vraiment peuvent mener à des situations personnelles inextricables (échecs aux concours, difficulté à trouver un emploi, accès tardif au premier emploi qui repousse également le début des cotisations sociales, génère des carrières incomplètes et, dans une quarantaine d'année, des retraites diminuées).

Nos propositions devraient donc viser non seulement le développement de l'orientation, mais aussi des filières multiples aménagées.

### **Source et commentaires :**

**[Contribution à la préparation du Congrès des Jeunes Communistes \(Avril 2010\)](#)**